

États financiers de

MITACS INC.

et rapport de l'auditeur indépendant sur ces états

Exercice clos le 31 mars 2026



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
777 Dunsmuir Street, 11^e étage
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1K3
Canada
Téléphone 604-691-3000
Télécopieur 604-691-3031

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux administrateurs de Mitacs inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Mitacs inc. (l'« entité »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière au 31 mars 2026;
- l'état des résultats pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de l'évolution de l'actif net pour l'exercice clos à cette date;
- l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 mars 2026, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport de l'auditeur.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.



Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer la base de la continuité de l'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.



Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction de la base de la continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport de l'auditeur sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport de l'auditeur. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

KPMG A.R.L. / S.E.N. C.R.L.

Comptables professionnels agréés

Vancouver, Canada

Le 26 juin 2026

MITACS INC.

État de la situation financière

Au 31 mars 2026, avec informations comparatives pour 2025

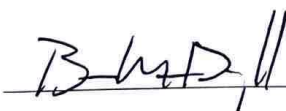
	Note	2026	2025
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		202 720 617 \$	218 364 706 \$
Débiteurs		3 160 090	1 898 691
Apports à recevoir des gouvernements		9 928 689	9 383 166
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	4	52 947 818	47 657 231
Placements, au coût amorti	5	11 583 459	11 061 877
Charges payées d'avance		3 343 619	2 846 516
		283 684 292	291 212 187
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	4	16 952 349	12 978 309
Placements, au coût amorti	5	—	10 991 971
Immobilisations corporelles	6	308 825	249 242
Immobilisations incorporelles	7	7 368 937	4 708 896
		308 314 403 \$	320 140 605 \$

Passif et actif net

Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer		8 669 182 \$	12 411 226 \$
Remises gouvernementales à payer		1 252 410	657 371
Tranche à court terme des bourses à verser	8	96 466 065	99 349 567
Apports reportés	9	92 932 901	102 292 923
		199 320 558	214 711 087
Bourses à verser	8	60 894 719	55 604 279
		260 215 277	270 315 366
Actif net			
Investi en immobilisations		7 677 762	4 958 138
Grevé d'affectations internes	10	35 100 000	27 500 000
Non affecté		5 321 364	17 367 101
		48 099 126	49 825 239
Nature des activités et dépendance économique	2		
Engagements	11		
Événements postérieurs à la date de clôture	16		
		308 314 403 \$	320 140 605 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

Approuvé au nom du conseil :

 , administrateur

 , administrateur

MITACS INC.

État des résultats

Exercice clos le 31 mars 2026, avec informations comparatives pour 2025

	Note	2026	2025
Produits			
Apports aux programmes acquis			
Gouvernement fédéral	12	131 765 994 \$	136 988 878 \$
Gouvernements provinciaux	12	50 647 442	50 579 804
Droits au titre des services rendus aux organismes participants	12	119 389 570	99 482 423
Organisations internationales		2 277 032	2 357 495
Partenaires universitaires		393 589	1 008 000
Cotisations des universités		2 789 200	2 880 600
Produits d'intérêts		2 420 607	4 128 579
		309 683 434	297 425 779
Charges			
Bourses liées aux programmes			
Accélération		199 686 874	166 693 955
Stage de stratégie d'entreprise		28 809 421	23 357 876
Globalink		25 115 535	28 328 633
Élévation		8 429 103	18 201 217
Perfectionnement		1 594 400	2 546 085
Projets d'innovation		816 170	93 556
Services liés aux programmes	13	12 733 996	11 943 821
Relations avec les partenaires	13	10 780 326	10 947 228
Services généraux	13	21 642 021	22 235 406
Amortissement		1 801 701	1 656 098
		311 409 547	286 133 875
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges		(1 726 113) \$	11 291 904 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

État de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2026, avec informations comparatives pour 2025

	Investi en immobilisations	Grevé d'affectations internes	Non affecté	Total
Solde au 31 mars 2024	3 343 763 \$	21 323 000 \$	13 866 572 \$	38 533 335 \$
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(2 043 676)	–	13 335 580	11 291 904
Acquisition d'immobilisations corporelles	58 696	–	(58 696)	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles	3 599 355	–	(3 599 355)	–
Virement interfonds	–	6 177 000	(6 177 000)	–
Solde au 31 mars 2025	4 958 138	27 500 000	17 367 101	49 825 239
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(1 801 701)	–	75 588	(1 726 113)
Acquisition d'immobilisations corporelles	228 194	–	(228 194)	–
Acquisition d'immobilisations incorporelles	4 293 131	–	(4 293 131)	–
Virement interfonds (note 10)	–	7 600 000	(7 600 000)	–
Solde au 31 mars 2026	7 677 762 \$	35 100 000 \$	5 321 364 \$	48 099 126 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

État des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2026, avec informations comparatives pour 2025

	2026	2025
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Activités d'exploitation		
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(1 726 113) \$	11 291 904 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Produits d'intérêts courus inclus dans les placements	(596 587)	(1 171 866)
Profit réalisé sur les placements	(141 163)	(465 185)
Perte sur la sortie d'immobilisations	—	387 578
Amortissement	1 801 701	1 656 098
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation		
Débiteurs	(1 261 399)	122 015
Charges payées d'avance	(497 103)	210 592
Apports à recevoir des gouvernements	(545 523)	1 561 449
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	(9 264 627)	10 066 288
Créditeurs et charges à payer	(3 742 044)	(2 800 426)
Remises gouvernementales à payer	595 039	(21 612)
Bourses à verser	2 406 938	(24 768 345)
Apports reportés	(9 360 022)	(1 947 918)
	(22 330 903)	(5 879 428)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(228 194)	(58 696)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(4 293 131)	(3 599 355)
Produit de l'échéance des placements	11 208 139	10 926 872
	6 686 814	7 268 821
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(15 644 089)	1 389 393
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	218 364 706	216 975 313
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	202 720 617 \$	218 364 706 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers

Exercice clos le 31 mars 2026

1. Objectif de l'organisme

Mitacs inc. (l'« organisme ») a été constitué en vertu de la *Loi sur les corporations canadiennes* et est exempté de l'impôt conformément à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). L'organisme poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*.

L'objectif de l'organisme est de soutenir et d'accroître la productivité canadienne en stimulant l'innovation dans le secteur privé et en développant et en déployant des talents dans l'économie canadienne. Cela se fait en développant les compétences expérientielles des innovateurs canadiens; en favorisant le transfert technologique, la commercialisation et l'entrepreneuriat en encourageant la création et l'application d'idées grâce à des partenariats de recherche coopératifs; et en promouvant des réseaux de collaboration grâce à des partenariats entre les universités, l'industrie, le gouvernement et d'autres organismes au Canada et à l'étranger.

2. Nature des activités et dépendance économique

L'organisme gère ou exploite divers programmes conçus pour faciliter la collaboration en recherche entre des organismes participants et le milieu universitaire en vue de former la prochaine génération de jeunes chercheurs canadiens. Les programmes actifs financés à l'externe comprennent les stages, les partenariats de recherche et internationaux et le perfectionnement des compétences.

a) Programme Mitacs Accélération

Mitacs Accélération sert d'intermédiaire entre des entreprises et des organismes sans but lucratif ainsi que des étudiants des cycles supérieurs et des chercheurs postdoctoraux qui mettent leur expertise spécialisée à profit pour relever des défis de recherche.

b) Programme Mitacs Globalink

Mitacs Globalink met en communication des chercheurs des quatre coins du monde avec des universités canadiennes. Le programme offre des occasions de mobilité bilatérale entre le Canada et des pays partenaires choisis pour les étudiants du premier cycle et des cycles supérieurs.

c) Programme Mitacs Élévation

Mitacs Élévation permet aux nouveaux chercheurs postdoctoraux d'acquérir des compétences en leadership, en affaires et en gestion de la recherche. Le programme Élévation a été retiré au cours de l'exercice 2025-2026.

d) Programme de stage de stratégie d'entreprise de Mitacs

Le programme de stage de stratégie d'entreprise de Mitacs permet de développer des projets innovants destinés à aider les organismes à prospérer dans divers domaines de leurs activités.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

2. Nature des activités et dépendance économique (suite)

L'organisme reçoit des apports d'organismes nationaux, provinciaux et internationaux, d'universités et des droits au titre des services rendus aux organismes participants afin de financer des programmes de recherche, de la formation étudiante et des dépenses de fonctionnement. L'organisme tire une partie non négligeable de son financement des apports des gouvernements fédéral et provinciaux. Au cours de l'exercice, l'organisme a conclu 19 (18 en 2025) contrats avec les gouvernements fédéral et provinciaux, qui comptaient pour environ 59 % (64 % en 2025) des produits. L'organisme pourrait ne pas être en mesure de maintenir l'ensemble de ses activités actuelles si ce financement était considérablement réduit ou supprimé.

3. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été préparés par la direction conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes.

a) Comptabilisation des produits :

L'organisme utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports des gouvernements et les droits au titre des services rendus aux organismes participants grevés d'une affectation externe reçus pour les programmes et la formation sont constatés en produits dans l'exercice où les charges liées aux programmes connexes sont engagées. Les charges liées aux programmes sont comptabilisées à titre de passif lorsque le projet de recherche a reçu l'approbation de recherche, que les droits au titre des services rendus aux organismes participants sont à recevoir et que toutes les conditions d'admissibilité au programme et les exigences relatives aux dossiers ont été respectées. L'organisme comptabilise une provision pour annulation de stages offerts fondée sur la meilleure estimation de la direction en utilisant les annulations historiques qui ont eu lieu.

Les cotisations des universités non affectées sont comptabilisées à titre de produits dans l'exercice auquel ils se rapportent.

Les produits d'intérêts grevés d'une affectation externe gagnés sur le financement gouvernemental sont comptabilisés comme des apports reportés et constatés à titre d'apports aux programmes dans l'exercice au cours duquel les charges liées aux programmes connexes sont engagées. Les produits d'intérêts non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Les apports à recevoir des gouvernements figurant à l'état de la situation financière se composent des apports des gouvernements fédéral et provinciaux et d'universités.

b) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les soldes bancaires et les dépôts à terme assortis d'une échéance de 90 jours ou moins à la date d'acquisition sont présentés au poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie ». Les soldes bancaires comprennent les soldes grevés d'une affectation interne ou externe et inscrits à l'actif net ou dans les engagements liés à la prestation des programmes.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

3. Principales méthodes comptables (suite)

c) Placements

Les placements de l'organisme comprennent uniquement des certificats de placement garanti (« CPG »). Ils sont détenus au coût amorti et sont assortis d'une échéance initiale de plus de 90 jours. Le montant en capital de tous les placements représente des apports grevés d'une affectation externe, et les produits d'intérêts connexes sont également grevés d'une affectation, de sorte qu'ils sont comptabilisés comme des apports reportés et constatés à titre d'apports aux programmes dans l'exercice au cours duquel les charges liées aux programmes connexes sont engagées.

d) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées au coût, diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Les coûts liés à des améliorations spécifiques sont inscrits à l'actif lorsqu'il est probable que les dépenses donneront lieu à une augmentation du potentiel de service de l'actif. Les coûts de maintenance sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'organisme inscrit à l'actif certains frais de développement engagés relativement à son logiciel à usage interne. Les coûts engagés aux étapes préliminaires du projet sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Tous les coûts directs engagés au cours de la phase de développement sont inscrits à l'actif jusqu'à ce que le logiciel soit quasi achevé et prêt à être utilisé aux fins prévues. Les dépenses de développement ne sont inscrites à l'actif que si les dépenses peuvent être mesurées de façon fiable, si le produit ou le procédé est techniquement et commercialement faisable, si la réalisation des avantages économiques futurs est probable, et si l'organisme a l'intention d'achever le développement de l'actif, de le mettre en service ou de le vendre, et qu'il possède suffisamment de ressources pour le faire.

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'actif. Les durées d'utilité estimées des immobilisations de l'organisme sont les suivantes :

	Période d'amortissement
Matériel et ameublement	2 à 5 ans
Logiciels	3 à 10 ans

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont passées en revue lorsque des changements de situation surviennent et elles et sont ajustées au besoin.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont soumises à un test de dépréciation lorsque les conditions indiquent que l'immobilisation ne contribue plus à la capacité de l'organisme à fournir des biens et des services, ou que la valeur associée à l'actif est inférieure à sa valeur comptable nette. Lorsque les conditions indiquent qu'un actif a subi une perte de valeur, la valeur comptable nette de l'actif est ramenée au coût de remplacement de l'actif.

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Actifs au titre de l'implantation d'un logiciel-service

L'organisme inscrit à titre d'actif les dépenses liées aux activités d'implantation qui sont directement attribuables à la préparation du logiciel-service en vue de son utilisation prévue. Les dépenses inscrites à titre d'actif sont comptabilisées en charges selon une formule linéaire appliquée sur la période prévue d'accès au logiciel-service.

f) Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur. Par la suite, tous les actifs financiers et passifs financiers sont évalués au coût amorti, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, que la direction a choisi d'évaluer à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont constatées à l'état des résultats.

Les actifs financiers évalués au coût amorti comprennent les débiteurs, les apports à recevoir et les placements.

Les passifs financiers évalués au coût amorti comprennent les créditeurs et charges à payer, les remises gouvernementales à payer et les bourses à verser.

Les actifs financiers sont soumis à des tests de dépréciation annuels, à la clôture de l'exercice, s'il y a des indices de dépréciation. Dans ce cas, l'organisme détermine s'il y a eu un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs de l'actif financier. S'il y a un changement défavorable important dans les flux de trésorerie prévus, la valeur comptable de l'actif financier est réduite afin de correspondre à la valeur la plus élevée parmi les suivantes : la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus, le montant qui pourrait être réalisé en vendant l'actif financier ou le montant que l'organisme s'attend à réaliser en exerçant ses droits sur tout actif affecté en garantie. Si les événements et les circonstances s'inversent au cours d'un exercice ultérieur, la perte de valeur sera reprise à hauteur de l'amélioration, sans dépasser la valeur comptable initiale.

g) Ventilation des charges

L'organisme comptabilise un certain nombre de ses charges par programme. Les coûts de chaque programme comprennent les allocations, les frais de déplacement et les autres frais de recherche qui sont directement liés au programme.

L'organisme engage des charges de soutien des programmes, tels que les demandes de subvention et les frais de gestion, de recherche et de gestion des programmes qui appuient directement les programmes. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Services liés aux programmes » à l'état des résultats.

L'organisme engage des charges de soutien des partenaires qui appuient indirectement les programmes. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Relations avec les partenaires » à l'état des résultats.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

3. Principales méthodes comptables (suite)

g) Ventilation des charges (suite)

L'organisme engage des charges de fonctionnement général liées aux finances, à l'administration, aux ressources humaines, au marketing, aux communications et aux technologies de l'information qui sont communes à l'administration de l'organisme. Ces coûts ne sont pas attribués aux bourses liées aux programmes. Ces charges sont comptabilisées au poste « Services généraux » à l'état des résultats.

h) Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, sur les informations fournies au sujet des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés au titre des produits et des charges pour les périodes considérées. Les éléments importants donnant lieu à de telles estimations et hypothèses s'entendent de la provision pour annulation fondée sur les produits comptabilisés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

4. Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants

	2026	2025
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	85 919 711 \$	76 665 246 \$
Provision pour annulation (note 12)	(16 019 544)	(16 029 706)
	69 900 167	60 635 540
Moins la partie courante		
Droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants	52 947 818	47 657 231
	16 952 349 \$	12 978 309 \$

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

5. Placements, au coût amorti

Les placements de l'organisme se composent uniquement de certificats de placement garanti (« CPG »). Le CPG porte intérêt à un taux de 5,43 % (5,43 % à 5,86 % en 2025) par année et vient à échéance en juin 2026 (de juin 2025 à juin 2026 en 2025). Tous les produits d'intérêts au titre des CPG sont grevés d'une affectation et sont attribués aux apports reportés. Les intérêts générés par les placements dans des CPG au cours de l'exercice se sont chiffrés à 737 751 \$ (1 637 051 \$ en 2025). Les certificats dont la date d'échéance tombe au cours de l'exercice suivant sont classés dans les placements courants.

	2026	2025
Certificats de placement garanti	11 583 459 \$	22 053 848 \$
Moins la partie courante	11 583 459	11 061 877
	– \$	10 991 971 \$

6. Immobilisations corporelles

			2026	2025
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Matériel et ameublement	1 140 762 \$	831 937 \$	308 825 \$	249 242 \$

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles engagée au cours de l'exercice est de 168 611 \$ (183 264 \$ en 2025).

7. Immobilisations incorporelles

			2026	2025
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Logiciels	14 744 416 \$	7 375 479 \$	7 368 937 \$	4 708 896 \$

Les immobilisations incorporelles comprennent les logiciels en cours d'élaboration de néant (2 671 494 \$ en 2025). Ces logiciels ont été mis en service et ont commencé à être amortis en juillet 2025.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles engagée au cours de l'exercice est de 1 633 090 \$ (1 472 834 \$ en 2025).

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

8. Bourses à verser

	2026	2025
Bourses à verser	191 346 312 \$	190 453 876 \$
Provision pour annulation (note 12)	(33 985 528)	(35 500 030)
	157 360 784	154 953 846
Moins la partie courante Bourses à verser	96 466 065	99 349 567
	60 894 719 \$	55 604 279 \$

9. Apports reportés

Les apports reportés se composent des apports grevés d'une affectation externe et non dépensés destinés au financement futur de bourses et de la formation.

31 mars 2026	Gouvernement fédéral	Gouvernements provinciaux	Organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus	Autres organismes de financement	Total
Ouverture de l'exercice	42 590 501 \$	39 731 220 \$	15 042 396 \$	4 928 806 \$	102 292 923 \$
Financement reçu et à recevoir	90 655 022	16 796 912	30 143 390	2 303 397	139 898 721
Intérêts gagnés	2 991 322	1 670 238	—	—	4 661 560
Produits comptabilisés	(97 382 175)	(26 023 601)	(28 321 609)	(2 192 918)	(153 920 303)
Clôture de l'exercice	38 854 670 \$	32 174 769 \$	16 864 177 \$	5 039 285 \$	92 932 901 \$

31 mars 2025	Gouvernement fédéral	Gouvernements provinciaux	Organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus	Autres organismes de financement	Total
Ouverture de l'exercice	30 463 517 \$	52 495 383 \$	16 108 665 \$	5 173 276 \$	104 240 841 \$
Financement reçu et à recevoir	121 809 346	12 946 660	23 688 776	3 344 686	161 789 468
Intérêts gagnés	4 592 906	2 288 156	—	—	6 881 062
Produits comptabilisés	(114 275 268)	(27 998 979)	(24 755 045)	(3 589 156)	(170 618 448)
Clôture de l'exercice	42 590 501 \$	39 731 220 \$	15 042 396 \$	4 928 806 \$	102 292 923 \$

Pour les gouvernements fédéral et provinciaux, les apports reportés sont ajustés en fonction des annulations futures estimées à 19 865 533 \$ (21 960 706 \$ en 2025) et pour les organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus, à 16 019 544 \$ (16 029 706 \$ en 2025).

Au 31 mars 2026, des apports reportés de 3 716 998 \$ (3 238 257 \$ en 2025) étaient inclus dans les apports à recevoir de gouvernements et d'autres organismes de financement et une somme de 5 363 383 \$ (2 902 654 \$ en 2025) était comprise dans les droits au titre des services rendus à recevoir des organismes participants.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

9. Apports reportés (suite)

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2026, des apports de 12 300 000 \$ (13 300 000 \$ en 2025) ont été reçus ou sont à recevoir du ministère de l'Économie et de l'Innovation au nom du gouvernement du Québec pour soutenir les unités approuvées dans le cadre des programmes Accélération, Accélération International, Élévation, Stage de recherche Globalink et Bourses de recherche Globalink. Au 31 mars 2026, environ 12 702 384 \$ (14 625 389 \$ en 2025) ont été comptabilisés en tant que produits, compte tenu des ajustements au titre des annulations des exercices précédents.

Au 31 mars 2026, des apports reportés de 12 735 000 \$ (12 735 000 \$ en 2025) du gouvernement fédéral étaient réservés à la cohorte de l'été 2026 à titre de Bourse de recherche Globalink.

10. Actif net grevé d'affectations internes

Le conseil d'administration de l'organisme a choisi d'affecter les fonds comme suit :

	2026	2025
Coûts de réduction	15 000 000 \$	14 000 000 \$
Insuffisance de financement	7 000 000	7 000 000
Interruptions technologiques	12 100 000	5 500 000
Initiatives stratégiques	1 000 000	1 000 000
	35 100 000 \$	27 500 000 \$

Les coûts de réduction constituent des réserves aux fins des charges administratives, du versement d'indemnités de départ et d'autres charges liées à la réduction des activités de l'organisme.

Les fonds pour insuffisance de financement visent à atténuer l'incidence des réductions potentielles du financement gouvernemental afin de garantir la continuité des services de l'organisme en cas d'insuffisance de financement.

Les fonds liés aux interruptions technologiques doivent être utilisés aux fins des investissements dans les nouvelles technologies, de la mise à niveau des systèmes existants, des mesures en matière de cybersécurité et de la formation donnée aux membres du personnel en vue de leur adaptation aux nouvelles technologies.

Les fonds liés aux initiatives stratégiques constituent des réserves aux fins de la mise en œuvre ou des résultats du plan stratégique de l'organisme.

L'organisme ne peut pas utiliser les montants grevés d'affectations internes à d'autres fins sans l'approbation du conseil d'administration.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

10. Actif net grevé d'affectations internes (suite)

Le 10 juillet 2025, le conseil d'administration a approuvé un virement de 7 600 000 \$ de l'actif net non affecté aux fonds grevés d'affectations ci-dessous :

Coûts de réduction	1 000 000 \$
Interruptions technologiques	6 600 000
Virement de l'actif net non affecté, montant net	7 600 000 \$

11. Engagements

a) Engagements liés à la prestation des programmes

L'organisme a reçu et traité des demandes de stage Mitacs qui sont à divers degrés de réalisation et qui n'avaient pas été approuvées au 31 mars 2026. Au 31 mars 2026, l'organisme avait traité environ 45,8 millions de dollars (33,9 millions de dollars en 2025) de ces demandes de stages, dont une tranche d'environ 30,4 millions de dollars (22 millions de dollars en 2025) devrait être approuvée au cours des 12 prochains mois. L'organisme devra obtenir des apports suffisants des gouvernements et des organismes participants pour financer ces stages s'ils sont terminés et approuvés.

b) Engagements aux termes de contrats de location-exploitation

L'organisme loue des locaux à bureaux dans trois emplacements (trois emplacements en 2025) au Canada. Le tableau qui suit présente les paiements minimums futurs exigibles sur la durée restante des baux.

2027	533 130 \$
2028	578 260
2029	496 462
2030	420 584
2031	466 772
Par la suite	1 780 760
	4 275 968 \$

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

12. Provision pour annulation

L'organisme comptabilise une provision pour annulation des stages offerts en fonction de l'estimation la plus probable de la direction établie d'après les données historiques portant sur les annulations survenues. Dans le cas des apports des gouvernements grevés d'affectations externes et des apports non affectés des participants, l'incidence des estimations de ces annulations pour l'exercice a été la suivante :

Produits	Brut	Provision pour annulation	2026
Gouvernement fédéral	145 822 376 \$	(14 056 382) \$	131 765 994 \$
Gouvernements provinciaux	56 456 543	(5 809 101)	50 647 442
Organismes participants	135 409 114	(16 019 544)	119 389 570

Produits	Brut	Provision pour annulation	2025
Gouvernement fédéral	153 067 900 \$	(16 079 022) \$	136 988 878 \$
Gouvernements provinciaux	56 461 488	(5 881 684)	50 579 804
Organismes participants	115 512 129	(16 029 706)	99 482 423

13. Transformation

L'organisme fait le suivi des frais généraux liés à son projet Mitacs Entreprise Transformation (MET). Les frais généraux comprennent des charges de 6 486 690 \$ (3 015 019 \$ en 2025) liées à ce projet.

	2026	2025
Services généraux	4 835 284 \$	2 712 747 \$
Relations avec les partenaires	332 536	186 361
Services liés aux programmes	1 318 870	115 911
	6 486 690 \$	3 015 019 \$

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

14. Risques financiers et concentration du risque

L'organisme est exposé à divers risques en raison de ses instruments financiers. Les risques sont analysés ci-après.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles et entraîne de ce fait une perte financière.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie représentent les sommes détenues auprès d'importantes institutions financières canadiennes, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les placements se composent uniquement de CPG détenus auprès d'une importante institution financière canadienne, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les débiteurs sont constitués de montants dus par des universités canadiennes et d'autres organismes, et le risque de crédit associé est considéré comme étant minimal.

Les apports à recevoir des gouvernements se composent de sommes à recevoir des gouvernements fédéral et provinciaux et d'agences gouvernementales. Le risque de crédit associé aux sommes à recevoir des gouvernements fédéral et provinciaux et des agences gouvernementales est considéré comme étant minimal.

Les apports à recevoir des organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus sont constitués de montants dus par des organismes participants du secteur privé et du secteur public. L'organisme reçoit normalement les apports équivalents requis de l'organisme participant juste avant le début d'un stage. Le risque associé aux sommes à recevoir des organismes participants acquittant des droits au titre des services rendus est limité puisque, si l'organisme ne reçoit pas les apports équivalents des organismes participants avant la date de début prévue d'un stage, ledit stage approuvé sera annulé et les bourses connexes à verser ne seront pas payées.

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme ne soit pas en mesure de satisfaire à ses besoins de trésorerie ou de s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. L'organisme est exposé au risque de liquidité relativement aux passifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière. L'organisme gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins sur le plan du fonctionnement. L'organisme prépare des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de faire en sorte de disposer des fonds suffisants pour honorer ses obligations. L'organisme examine la suffisance de ses actifs nets non affectés pour faire face à une augmentation soudaine des besoins en liquidités. En plus des actifs nets non affectés, le conseil d'administration a constitué une réserve grevée d'affectations internes pour les coûts de réduction afin de soutenir les besoins de liquidités associés à une réduction ou à une cessation des activités.

MITACS INC.

Notes afférentes aux états financiers (suite)

Exercice clos le 31 mars 2026

14. Risques financiers et concentration du risque (suite)

c) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations des prix du marché, y compris les taux d'intérêt, influe sur l'organisme. L'objectif de la gestion du risque de marché est de contrôler l'exposition au risque de marché à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement compte tenu du risque.

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux fixes exposent l'organisme à un risque de variation de la juste valeur.

La direction estime que l'organisme n'est pas exposé à un risque de marché important lié aux instruments financiers.

Il n'y a eu aucune variation du risque par rapport à l'exercice 2025.

15. Informations comparatives

Certaines informations comparatives ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation des états financiers adoptée pour l'exercice à l'étude. Ce reclassement n'a aucune incidence sur les montants de l'excédent des produits sur les charges, de l'actif net et des flux de trésorerie présentés précédemment.

16. Événement postérieur à la date de clôture

Le 26 juin 2026, le conseil d'administration a approuvé les virements suivants entre catégories d'actif net :

- Virement de 1 800 000 \$ de la réserve au titre des initiatives stratégiques à l'actif net non affecté.